

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Travaux de réhabilitation au Palais de la Bourse
– 4 lots

Réf.marché : CCIR-GL-2023-73



PREAMBULE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENTS DES COMPTES

ARTICLE 4. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX SOUTERRAINS, ENTRRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS

ARTICLE 8. PREPARATION COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 10. DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 11. RESILIATION

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

PREAMBULE

L'objet du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) est d'apporter au Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Travaux dans sa version en vigueur au lancement de la consultation.

S'agissant uniquement des prestations de maintenance du lot 3 : application du Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services dans sa version en vigueur au lancement de la consultation.

Le présent C.C.A.P. s'applique aux quatre lots (marchés) définis ci-dessous. Il sera fait usage du terme « le marché » qui fera référence à chacun des marchés concernés par le présent C.C.A.P.

L'attention du titulaire du présent marché est attirée sur le fait que toutes les stipulations dudit C.C.A.G. sont applicables en ce qu'elles ne sont pas modifiées ou annulées par le C.C.A.P.

En conséquence, le titulaire ne pourra se prévaloir de méconnaître les dispositions du C.C.A.G. Travaux.

Toute notification s'effectue à l'adresse indiquée par le titulaire à l'acte d'engagement. Dans le cas où plusieurs adresses y sont mentionnées, les notifications sont effectuées à l'adresse de l'agence qui exécute les prestations (à l'agence mandataire, en cas de groupement).

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché - Emplacement des travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent le marché relatif à l'ensemble des travaux et prestations nécessaires pour la réalisation de l'opération ci-après :

Travaux de réhabilitation au Palais de la Bourse situé 40 place du théâtre, 59000 Lille – 4 lots.

Elles s'appliquent aux marchés conclus soit avec un opérateur économique chargé de l'exécution de l'ensemble des travaux et prestations soit avec des opérateurs économiques groupés pour l'exécution de l'ensemble des travaux et prestations.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques conjoints pour la réalisation de l'ensemble des travaux et prestations du marché, chacun des prestataires membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribué dans le marché.

Le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique pour l'exécution du marché.

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques solidaires pour la réalisation de l'ensemble des travaux et prestations du marché, chacun des prestataires membres du groupement est engagé pour la totalité du marché.

La description des ouvrages et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières et plans propres à chaque lot.

L'attention du titulaire est alertée sur le fait que les travaux interviendront en site occupé.

1.2 - Tranches et lots

Les travaux visés à l'article 1.1 ci-dessus ne comportent pas de tranches.

Les travaux visés à l'article 1.1 ci-dessus sont composés des lots suivants, chaque lot donnant lieu à la passation d'un marché public distinct :

- Lot 1-Travaux de ferronnerie-serrurerie
- Lot 2-Electricité

- Lot 3-Remplacement du contrôle d'accès et de l'intrusion
- Lot 4-Rénovation du parquet

1.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

- **Lot 1-Travaux de ferronnerie-serrurerie :**

La Maîtrise d'Œuvre est assurée par : VERDI BATIMENT NORD DE FRANCE

80, rue de Marcq, CS 90049 59 441 Wasquehal Cedex batimentnorddefrance@verdi-ingenierie.fr) 03 20 81 72 00

Missions confiées à la Maîtrise d'Œuvre :

- Mission de base telle que définie à l'article R. 2431-5 du code de la commande publique, soit : DIAG, AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR
- Autre mission : sans objet.

- **Lot 2-Electricité :**

La Maîtrise d'Œuvre est assurée par : VERDI BATIMENT NORD DE FRANCE

80, rue de Marcq, CS 90049 59 441 Wasquehal Cedex batimentnorddefrance@verdi-ingenierie.fr) 03 20 81 72 00

Missions confiées à la Maîtrise d'Œuvre :

- Mission de base telle que définie à l'article R. 2431-5 du code de la commande publique, soit : DIAG, AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR
- Autre mission : sans objet.

- **Lot 3-Remplacement du contrôle d'accès et de l'intrusion :**

La Maîtrise d'Œuvre est assurée par : BUREAU VERITAS SOLUTIONS : 299 rue du Général De Gaulle 59700 MARCQ EN BAROEUL

Mélissa BOUAZDI

melissa.bouazdi@bureauveritas.com

06 24 35 09 23

Antoine Desjardins

Antoine.desjardins@bureauveritas.com

07 86 52 51 48

Missions confiées à la Maîtrise d'Œuvre :

- Mission de base telle que définie à l'article R. 2431-5 du code de la commande publique, soit : DIAG, AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR
- Autre mission : sans objet.

- **Lot 4-Rénovation du parquet :**

Aucune maîtrise d'œuvre n'est prévue au titre du lot 4. La Maîtrise d'Ouvrage se chargera du suivi de l'opération de travaux par l'intermédiaire de la personne désignée en tant qu'interlocuteur technique du représentant du pouvoir adjudicateur. Néanmoins afin de faciliter la lecture du présent document, il sera entendu pour ce lot 4 par la mention « Maître d'œuvre » l'interlocuteur technique du représentant du pouvoir adjudicateur.

Pour chaque lot susmentionné, les études d'exécution sont à la charge du titulaire. Elles sont exécutées pendant la période de préparation et remises au Maître d'Ouvrage conformément à l'article 8.1 du présent CCAP.

1.4 - Contrôle technique

Pour les lots 1 à 3, la mission de contrôle technique est assurée par : SOCOTEC – 4-6 rue des ormes – 59810 LESQUIN – 03 20 88 77 17.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont définies comme suit : - Missions normalisées : LE, LP, SEI, HAND.

1.5. Coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé

Les travaux faisant l'objet des présents marchés sont soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et aux différents décrets et arrêtés précisant les modalités d'application de la loi, et notamment le décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003.

L'opération est classée en 3^{ème} catégorie au sens de l'article R 4532-1 du Code du Travail et est donc soumise à l'obligation d'établir un Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (articles L.4532-8, R.4532-52 et R.4532-54 et R.4532-75 et R.4532-76 du code du travail).

L'identité du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé sera transmise au titulaire du marché suite à la notification.

Cette mission recouvre les phases de la conception et de la réalisation du projet et comprend l'ensemble des prestations prévues par le Décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Les opérateurs économiques intervenants sur le chantier sont soumis aux règles déterminées selon les articles R 4532-56 à R 4532-74 du code du Travail. Ils s'engagent expressément à rappeler ces dispositions à leurs sous-traitants respectifs et à fournir tout justificatif souhaité par le représentant du pouvoir adjudicateur.

1.6 - Représentant du titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux, le titulaire a désigné au représentant du pouvoir adjudicateur, la personne physique (nom, prénom, n° téléphone et de télécopie, adresse et adresse électronique valide) ayant qualité pour le représenter pour l'exécution du marché lors du dépôt de son offre.

Si ce représentant change, le titulaire en avertit immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur et propose un remplaçant présentant au minimum le même niveau de compétence et assurant le même suivi des prestations ainsi que leur qualité. En cas de manquement de ce représentant, constatée par la rédaction d'un procès-verbal à l'initiative du représentant du pouvoir adjudicateur transmis au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire, son remplacement.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de l'application d'éventuelles pénalités.

1.7. Coordonnateur des Systèmes de Sécurité Incendie

Sans objet.

1.8. - Organisation - Pilotage - Coordination (OPC)

Sans objet.

Etant précisé que les titulaires du marché devront respecter le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi durant la période de préparation de chantier et assurer le suivi de ce calendrier tout au long du chantier.

Les titulaires du marché devront assurer la coordination dans le temps et dans l'espace des études d'exécution et des travaux de l'ensemble des intervenants.

1.9. – Représentant du pouvoir adjudicateur

Le représentant du pouvoir adjudicateur, seul habilité à représenter le pouvoir adjudicateur lors de l'exécution du marché, est le Président de la CCI de région Hauts-de-France ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

Dont l'adresse est :

CCI de région Hauts-de-France
299 BOULEVARD DE LEEDS
CS 90028
59031 LILLE CEDEX

Conformément à l'article 3.3 du CCAG-Travaux, le/les interlocuteurs techniques du représentant du pouvoir adjudicateur sont désignés au titulaire dès la notification du marché (nom, prénom, n° téléphone et de télécopie, adresse et adresse électronique valide). Ce/ces interlocuteurs réceptionnent les demandes du titulaire et suivent l'exécution des prestations. Si ces interlocuteurs changent, le représentant du pouvoir adjudicateur en avertit immédiatement le titulaire.

1.10. - Direction des travaux

Le Maître d'œuvre assurera la direction des travaux et vérifiera tout au long du chantier la conformité des ouvrages réalisés, aux documents et études qu'il aura établis.

Il assurera également l'organisation et la direction des réunions de chantier (dont la fréquence sera au minimum hebdomadaire), la rédaction et la diffusion des comptes-rendus de ces réunions, ainsi que l'information au représentant du pouvoir adjudicateur ou de son représentant sur l'état d'avancement et de prévisions des travaux et des dépenses afférentes avec indication des évolutions notables dans le cadre des pièces contractuelles.

Il organisera une réunion avec tous les entrepreneurs pour la présentation de tous les échantillons, au cours de la période de préparation. Le refus d'un échantillon non conforme aux stipulations du marché oblige l'entrepreneur concerné à présenter de nouvelles solutions.

1.11 – Désignation de sous-traitant

Le titulaire peut sous-traiter une partie de son marché dans les conditions fixées aux articles R2193-1 à R2193-22 du Code de la Commande Publique, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés après production auprès du représentant du pouvoir adjudicateur de l'acte spécial de désignation du sous-traitant.

L'Acte Spécial est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et par l'opérateur économique qui conclut le contrat de sous-traitance.

Un acte spécial complémentaire sera établi pour toute modification complémentaire.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration, prévus à l'article R2193-1 du Code de la Commande Publique

Il indique ainsi pour les sous-traitants à payer directement :

- la nature des prestations sous traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous- traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant les modalités de variation des prix,
- les capacités du sous-traitant
- le compte à créditer,

Le titulaire devra produire à l'appui de l'acte spécial pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché :

- la déclaration du sous-traitant qu'il n'est pas admis au redressement judiciaire, au sens de l'article L. 631-1 du code de commerce, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou qu'il justifie d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché (dans ce cas, fournir la copie du ou des jugements prononcés à cet effet),
- Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner à un marché public mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la Commande Publique,
- Une attestation d'assurances « Responsabilité Civile » en vigueur au moment de l'intervention du sous-traitant,
- Un Relevé d'Identité Bancaire ou postal,
- Un justificatif de ses capacités professionnelles, techniques et financières,
- Un modèle de plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) pour chaque sous-traitant.

Le titulaire devra établir en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-3 du code de la Commande Publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

De plus, dans le cadre d'une sous-traitance indirecte, le sous-traitant qui sous-traite devra justifier auprès du représentant du pouvoir adjudicateur qu'il a fourni à son propre sous-traitant la caution ou donner au représentant du pouvoir adjudicateur la délégation de paiement prévue à l'article L2193-14 du Code de la Commande Publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur complètera l'acte spécial avec :

- la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60 et R2191-61 du Code de la Commande Publique,
- le comptable assignataire des paiements.

Dès signature, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et au sous-traitant concerné l'acte constatant l'acceptation de la sous-traitance. Il en informe le maître d'œuvre. Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître au maître d'oeuvre, la personne physique (nom, prénom, n° de téléphone et de télécopie, adresse et adresse électronique valide) habilitée à représenter le sous-traitant. Le maître d'oeuvre désigne alors au sous-traitant la personne qui a seule qualité pour le représenter.

A compter de son agrément, le sous-traitant devra remettre son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) définitif au coordonnateur SPS au plus tard huit (8) jours avant le début de son intervention. Cette intervention sera conditionnée par l'approbation du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) par le coordonnateur SPS.

1.12.- Réunion de préparation

Une réunion de préparation d'une durée de trois (3) heures entre le représentant de l'acheteur et les titulaires aura lieu dans les locaux du Palais de la Bourse, après la notification du marché public afin de préparer l'exécution des travaux. La réunion de préparation est comprise dans les prix de la DPGF.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1. - Pièces constitutives du marché

Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives de chaque marché sont les suivantes (par ordre de priorité décroissante) :

- l'acte d'engagement (A.E) propre à chaque lot dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot, ainsi que les annexes suivantes :
 - Pour le CCTP-lot 1 :
Plan de principe TCE
 - Pour le CCTP-Lot 3 :
CCI GRAND LILLE_NIVEAU ENTRE-SOL V3
CCI GRAND LILLE_NIVEAU R+1 V2
CCI GRAND LILLE_NIVEAU R+2 V2
CCI GRAND LILLE_NIVEAU R+3
CCI GRAND LILLE_NIVEAU R+4
CCI GRAND LILLE_NIVEAU R+5
CCI GRAND LILLE_NIVEAU SS
CCI GRAND LILLE_NIVEAU RDC V2
- le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.S.C.S.P.S.) commun à l'ensemble des lots ;
- le Rapport initial du contrôle technique ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Travaux dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- **S'agissant uniquement des prestations de maintenance du lot 3 :** le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet des présents marchés ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

- l'offre technique du titulaire propre à chaque lot ;
- les ordres des services.

Les documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

Pièces non-contractuelles :

Chaque contrat est constitué des documents non contractuels suivants, pour l'ensemble des lots :

- la décomposition du prix global et forfaitaire

2.2 - Modifications apportées au projet

a) Modifications proposées par le titulaire du marché

Toutes propositions de modification du projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux pièces ayant fait l'objet de visa de la part du Maître d'Oeuvre devront être adressées au Maître d'Oeuvre

Ces propositions devront être accompagnées :

- d'une notice explicative donnant les motifs qui ont conduit à cette proposition ;
- de l'estimation détaillée de l'incidence financière (en plus ou en moins) entraînée par la modification (base marché);
- de l'influence que peut avoir ce choix sur les délais.

Dans un délai de 5 jours ouvrables, le Maître d'œuvre transmettra son avis sur la modification proposée au représentant du pouvoir adjudicateur.

Dans un délai de 15 jours ouvrables, il sera alors notifié par ordre de service au titulaire du marché la décision sur la proposition reçue. Cette décision pourra être assortie de réserves. En cas de désaccord ou de demande de complément d'études, une nouvelle proposition fera l'objet de la même procédure d'approbation sans que pour autant le délai d'exécution puisse être modifié.

Si à la fin du délai imparti pour l'instruction de cette demande de modification aucune réponse n'est donnée, la proposition sera considérée comme refusée.

Il est à noter que les travaux modificatifs feront l'objet d'un avenant.

b) Modification résultant d'une demande du représentant du maître d'ouvrage

Toute demande de la part du représentant du pouvoir adjudicateur visant à modifier le projet par rapport aux pièces contractuelles ou aux documents ayant fait l'objet du visa du Maître d'œuvre ou de l'avis du Bureau de Contrôle Technique fera l'objet d'un ordre de service précisant les points sur lesquels il doit être étudié une modification.

Par dérogation à l'article 14.5 du CCAG-Travaux, la procédure sera la suivante :

Dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la réception de cet ordre de service, l'entrepreneur adressera au Maître d'Oeuvre une note précisant dans quelles conditions de délai et de prix une proposition technique et architecturale répondant à la demande de modification du représentant du pouvoir adjudicateur pourra être élaborée.

Dans un délai de 5 jours ouvrables suivant la réception de cette note, le maître d'œuvre transmettra son avis sur la modification demandée au représentant du pouvoir adjudicateur.

Le représentant du pouvoir adjudicateur fera part de sa décision sur l'acceptation ou non de ces conditions d'études au Maître d'Oeuvre par ordre de service. Si l'accord en est donné, le Maître d'Œuvre fera établir dans les délais arrêtés les études demandées qui comporteront en outre :

- une notice technique et explicative ;

- les plans modificatifs ;
- un détail de l'incidence financière sur le coût global de l'opération (base marché);
- une note sur l'incidence de la modification sur les délais.

La proposition ainsi établie sera transmise au Maître d'Œuvre qui devra formuler un avis dans un délai de 10 jours ouvrables. Le représentant du pouvoir adjudicateur fera part de sa décision.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENTS DES COMPTES

3.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'opérateur économique titulaire et à ses sous-traitants soumis à l'agrément du représentant du pouvoir adjudicateur
- ou
- l'opérateur mandataire, à ses cotraitants et aux sous-traitants soumis à l'agrément du représentant du pouvoir adjudicateur.

3.2 - Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.2.1. Contenu des prix

Le prix du marché sont hors T.V.A. Il sera appliqué le taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Tous les prix donnés dans l'offre sont présentés hors taxes et toutes taxes avec spécification de celles-ci ou de l'exonération de ces taxes le cas échéant.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Le marché public est conclu en euros.

Il est établi par l'entrepreneur ou le groupement d'entrepreneur en tenant compte dans sa proposition de prix, des indications et dépenses suivantes :

- 1) Les travaux doivent être livrés, exécutés complètement et conformément, en tous points, aux stipulations du marché et aux règles de l'art. Ils doivent satisfaire aux règlements et prescriptions administratifs en vigueur au mois d'établissement des offres, défini à l'article 3.3.2.
- 2) Le prix du marché est réputé comprendre les dépenses afférentes à la coordination des prestations réalisées par des intervenants différents.
- 3) Le prix du marché est réputé comprendre les frais inhérents à la couverture du risque de défaillance éventuelle des éventuels sous-traitants chargés de l'exécution de certaines des prestations prévues au marché.
- 4) Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG-Travaux. Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG-Travaux.
- 5) Le prix du marché tient compte des dépenses de chantier mentionnées ci-après :
 - Installation d'éclairage, de signalisation et de balisage (à charge du titulaire)

- Base vie prise en charge par la CCI.

6) En outre le ou les titulaire(s) du marché est (sont) réputé(s) avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments définis à la date du marché et afférents à l'exécution des travaux ; il(s) reconnaît (reconnaissent) avant la remise de son (leur) Acte d'Engagement :

- avoir pris connaissance complète et entière des bâtiments et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux ;
- avoir apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication, aux ressources en main-d'œuvre, etc ;
- avoir contrôlé les indications des documents du dossier d'appel d'offres ;
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétents.

L'activité des locaux ne sera pas stoppée. Le champ d'opération des ouvriers sera donc réduit au strict minimum et conformément au cahier des clauses techniques particulières.

A tout moment, le travail dans la zone d'activité pourra être stoppé et remis à une date ultérieure sur décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

3.2.2 Les règlements des comptes se feront selon les règles suivantes :

Les prestations faisant l'objet du marché, seront réglés par l'application d'un prix global et forfaitaire fixé dans l'acte d'engagement et la décomposition par nature de prestations est fixée dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) remise par le titulaire dans le cadre de son offre. Il est précisé que les quantités renseignées par le titulaire au sein de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire ne sont pas contractuelles. Ainsi, le titulaire devra réaliser les prestations de travaux sur lesquelles il s'est engagé quelles que soient les quantités à engager et selon le montant global et forfaitaire remis à l'acte d'engagement.

Les situations mensuelles seront établies en pourcentage à partir de la D.P.G.F. proposée pour chaque nature de prestations par l'entrepreneur et définitivement arrêtée en accord avec le Maître d'œuvre.

Pour le lot 3 « Remplacement du contrôle d'accès et de l'intrusion », il est précisé que le contrat de maintenance préventive et corrective du contrôle d'accès et de l'alarme anti-intrusion sera réglé trimestriellement à terme échu sur la base du montant indiqué dans la DPGF repris dans l'acte d'engagement.

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement administratif.

Le délai global de paiement sera de 30 jours après réception de la demande de paiement, selon les règles de la comptabilité publique.

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires, dans les conditions réglementaires, en cas de retard dans les paiements tel qu'il est prévu à l'alinéa précédent. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les demandes de paiement seront adressées conformément aux prescriptions de l'article 3.2.3 ci-après.

Le représentant du pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement de façon à arrêter le montant à régler. Lorsqu'il modifie le montant de la demande de paiement, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire par télécopie/par courriel le montant arrêté. Le titulaire en accuse la réception sans délai, afin de pouvoir donner une date certaine à cette réception. Passé un délai de six (6) jours calendaires à compter de la date de notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

3.2.3 Echanges dématérialisées des pièces relatives au règlement des comptes

Rappel :

En application des articles L2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique et du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, toutes les entreprises (en leur qualité de titulaire d'un marché public, que ce soit pour leur propre compte ou pour la facturation de leurs sous-traitants admis au paiement direct) sont tenues depuis le 1^{er} janvier 2020 de transmettre leurs factures de façon électronique.

Au titre de l'article R.2192-3 du code de la commande publique, une entité publique est fondée à rejeter toute facture qui lui serait transmise en dehors du portail électronique de facturation, à condition d'informer au préalable l'émetteur de l'obligation de dématérialisation et de l'inviter à s'y soumettre.

3.2.3-1 - Modalités de facturation électronique

a) Les entreprises soumises à l'obligation de transmission des factures sous forme électronique sont tenues d'utiliser la solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat et dénommée « portail de facturation » ou « chorus-pro ».

Pour les pré-requis ou une assistance à l'utilisation du portail, consultez le site officiel en suivant le lien : <https://chorus-pro.gouv.fr>

b) Chorus Pro permet la transmission des pièces concourant à l'exécution des marchés de travaux en cours et en fin de marché conformément au CCAG travaux.

Plusieurs type d'acteurs interviennent dans le processus de gestion de ces marchés :

- Fournisseurs (titulaire, cotraitant, sous-traitant)
- Maîtrise d'œuvre (MOE)
- Ordonnateur destinataire : Maîtrise d'ouvrage (MOA) et/ou service financier

c) Chaque acteur intervenant dans le processus de facturation de chorus-Pro est tenu :

- d'utilisé le cadre de facturation approprié à son rôle et la pièce déposée
- de renseigner le numéro d'engagement communiqué par l'ordonnateur ou le code service (le numéro du marché)
- de se conformer aux principes d'utilisation de chorus pro (cf. documentation disponible en suivant ce lien : <https://chorus-pro.gouv.fr> rubrique Gérer mes factures de travaux

d) en cas d'erreur sur les données d'acheminement (SIRET, code service ou numéro d'engagement) mentionnées sur la facture, les services du pouvoir adjudicateur ou la personne habilitée à cet effet, peut demander au fournisseur la modification de ces données. Celle-ci renvoie sa facture tout en conservant le même numéro.

e) Lorsqu'une ou plusieurs pièces justificatives sont manquantes, les services du pouvoir adjudicateur ou la personne habilitée à cet effet suspend la facture du fournisseur. Ce dernier complète sa demande de paiement avec les pièces jointes et renvoie la facture.

f) Toute erreur constatée sur la facture et ne relevant pas des alinéas précédents entraîne son rejet. La régularisation s'effectue alors par l'émission d'une nouvelle facture.

3.2.3.2- Format des pièces déposées

- a) Tout dépôt en mode « initial » ou « association » s'effectue au format PDF généré à partir de la version bureautique du modèle communiqué par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- b) le dépôt du projet de décompte par le titulaire est accompagné, en pièce jointe, de la version bureautique ayant servi à générer le document au format PDF.

3.2.3.3-Cas d'entreprises groupées

La notion de groupements d'entreprises n'existe pas dans Chorus pro. Sauf exception autorisée par le représentant du pouvoir adjudicateur, il est recommandé un dépôt unique par le mandataire, au sein du même dossier de facturation, de l'ensemble des demandes de paiement des cotraitants, sous la forme d'un projet de décompte consolidant l'ensemble de ces demandes. Les pièces seront déposées selon le format prévue au point 3.2.3.2 ci-dessus.

3.2.3.4- Incident technique

En cas d'incident technique ou d'évolutions de Chorus pro impactant le mode de transmission des pièces, le représentant du pouvoir adjudicateur communiquera aux acteurs intervenant dans le processus de facturation les mesures à observer à titre conservatoire.

Sauf modification des présentes clauses, ces mesures resteront en vigueur jusqu'à retour de l'état normal de fonctionnement ou, à défaut, la date contractuelle de fin d'exécution du présent marché.

3.2.4. Règlement des acomptes et du solde

Les projets de décompte seront présentés conformément aux instructions données aux entrepreneurs par le représentant du pouvoir adjudicateur pendant la période de préparation.

Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

- les acomptes seront réglés mensuellement – à l'exception, pour le lot 3 « Remplacement du contrôle d'accès et de l'intrusion », des prestations de maintenance préventive et corrective du contrôle d'accès et de l'alarme anti-intrusion qui seront réglées trimestriellement à terme échu sur la base du montant indiqué dans la DPGF et repris à l'acte d'engagement :

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet au Maître d'œuvre sa demande de paiement mensuelle sous la forme d'un projet de décompte faisant ressortir les quantités ou les pourcentages d'exécution, arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA. Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service prévu à l'article 14.1 du CCAG-Travaux s'appliquent tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés. Lorsque des réfections ont été fixées par application du CCAG-Travaux, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Il y joint également toutes indications nécessaires touchant aux travaux en régie ou aux approvisionnements.

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire est accepté ou rectifié et arrêté par le Maître d'Ouvre, il devient alors le décompte mensuel. Le Maître d'Ouvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état d'acompte mensuel et propose au représentant du pouvoir adjudicateur de régler les sommes qu'il admet.

- solde :

Suite à la notification de la décision de réception, le titulaire adresse, après le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution, un projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part.

Le projet de décompte final complété par le titulaire est accepté ou rectifié par le Maître d'Oeuvre et devient alors le décompte final.

Le Maître d'Oeuvre établit le projet de décompte général composé :

- du décompte final,
- d'un état de solde
- de la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Ce projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général.

Dans le cas d'une réception avec réserves : Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le représentant du pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves
- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau marché

3.3 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux, sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1. Révision

Les prix du contrat sont révisables à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation. Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

3.3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés avoir été établis à la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre (soit à l'acte d'engagement). Cette date correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Le Mois M0 est le mois de remise des offres. Il constitue le mois d'établissement des prix du marché public.

En cas de remise d'offres multiples (négociations), la date d'établissement des prix s'appuie sur l'offre finale.

3.3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations du marché est :

-Lot 1-Travaux de ferronnerie-serrurerie :

BT42 Menuiserie en acier et serrurerie-Base 2010-Identifiant 001710975 publié sur le site insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710975>

-Lot 2-Electricité :

BT47 Electricité -Base 2010-Identifiant 001710979 publié sur le site insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710979?idbank=001710979>

-Lot 3-Remplacement du contrôle d'accès et de l'intrusion :

BT47 Electricité -Base 2010-Identifiant 001710979 publié sur le site insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710979?idbank=001710979>

-Lot 4-Rénovation du parquet :

BT50 Rénovation-entretien tous corps d'état-Base 2010-Identifiant 001710982 publié sur le site insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710982>

3.3.4. Modalités de révision des prix

Périodicité de la révision : le marché sera révisable mensuellement.

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois n d'exécution des prestations est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

dans laquelle :

I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché respectivement au mois M_0 et au mois n . Cette révision, qui n'a pas à être constatée par avenant, constitue une fois pour toute, la pièce justificative de toutes les demandes de paiement émises par le titulaire.

Pour le lot 3-« Remplacement du contrôle d'accès et de l'intrusion » il est précisé que pour le contrat de maintenance préventive et corrective du contrôle d'accès et de l'alarme anti-intrusion telle que précisée dans le CCTP, les prix seront révisés trimestriellement selon la même formule de révision susmentionnée ainsi que selon l'indice fixé à l'article 3.3.3 du présent C.C.A.P pour le lot 3.

Quand l'indice ou index n'est pas connu, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière référence connue de l'indice ou index. La révision définitive intervient au plus tard dans les 3 mois après la date de publication des indices ou index.

En cas de disparition de l'indice ou index choisi et, si un nouvel indice ou index était publié afin de se substituer à celui actuellement en vigueur, la variation du prix se trouverait de plein droit indexée sur ce nouvel indice ou index et le passage de l'ancien indice ou index au nouveau s'effectuerait en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire.

En cas de sujétions imprévues rendant inappropriée l'utilisation exclusive de l'indice de révision initial, les parties conviendraient d'intégrer un indice supplémentaire choisi d'un commun accord par une modification de marché.

Dans le cas où l'indice ou index choisi ne peut être appliqué du fait de l'absence d'indice ou index de remplacement, les parties conviendraient de lui substituer un indice ou index similaire choisi d'un commun accord par une modification de marché.

3.4 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

3.4.1. Groupement d'opérateurs économiques

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci du montant d'acompte ou de solde à payer à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché et déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations réalisées par ce cotraitant.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement est obligatoirement répartie entre les membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, conformément à l'article 10.7.2 du CCAG TX, le mandatement s'effectue sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement titulaire lors de l'exécution du marché public, les membres du groupement disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure envoyée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, un acte modificatif sera passé sur cette base afin de modifier le marché public. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le membre exécutant la part financière de prestations la plus importante deviendra d'office le nouveau mandataire.

Frais de coordination : En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

3.4.2. Sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

La demande de paiement du sous-traitant est envoyée à l'adresse suivante :

CCI de région Hauts-de-France
Direction Financière
TSA 11540
59049 Lille cedex

Le pouvoir adjudicateur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 3.2.2 du présent CCAP. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

3.4.3. Modalités communes au cotraitant et aux sous-traitants

Pour les sous-traitants de l'opérateur économique titulaire ou d'un des cotraitants du groupement d'opérateurs économiques, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire, au projet de décompte, signée par celui qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le représentant du pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et est exprimée hors TVA. Conformément à l'article 283-2 nonies modifié, du code général des impôts relatif aux personnes redevables de la TVA, la taxe due au titre des travaux de construction, y compris ceux de réparation, de nettoyage, d'entretien, de transformation et de démolition effectués en relation avec un bien immobilier, **réalisés par un**

sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujetti doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre.

Si l'entrepreneur d'un groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également signer l'attestation.

ARTICLE 4. DUREE CONTRACTUELLE - DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-TX, le titulaire ne peut se prévaloir d'un quelconque préjudice lorsque le début de la période de préparation (lorsqu'il y en a une) ou des travaux intervient au-delà d'un délai de six (6) mois après la notification des marchés publics.

Les délais impartis englobent les travaux nécessaires au respect des règles en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité, le repliement des installations de chantier le cas échéant et la remise en état des terrains et lieux en fin de travaux.

Ces stipulations ne comprennent pas le délai d'établissement des documents fournis après exécution visés à l'article 9.3 du présent CCAP.

4.1 – Durée contractuelle

Chaque contrat prend effet à compter de la notification au titulaire pour une durée ferme de quarante-huit (48) mois, sans qu'aucune reconduction ne soit prévue.

4.2 – Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Tx, la période de préparation est définie, par lot, comme suit :

- Lot 1 :

Il est fixé une période de préparation de 30 jours calendaires maximum à compter de la date de notification du marché valant ordre de service de démarrage de la période de préparation, non comprise dans le délai d'exécution des travaux.

- Lot 2 :

Il est fixé une période de préparation de 30 jours calendaires maximum à compter de la date de notification du marché valant ordre de service de démarrage de la période de préparation, non comprise dans le délai d'exécution des travaux.

- Lot 3 :

Il est fixé une période de préparation de 4 semaines maximum à compter de la date de notification du marché valant ordre de service de démarrage de la période de préparation, non comprise dans le délai d'exécution des travaux.

- Lot 4 :

Il est fixé une période de préparation de 3 semaines maximum à compter de la date de notification du marché valant ordre de service de démarrage de la période de préparation, non comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Tx, la période de préparation n'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux.

La période de préparation démarre à compter de la date de notification du marché valant ordre de service de démarrage de la période de préparation, par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-TX.

4.3 – Délai d'exécution des prestations et travaux

Les délais d'exécution sont définis, par lot, comme suit :

- Lot 1 :

Le délai d'exécution des travaux est 70 jours calendaires à compter de la date inscrite à l'ordre de service de démarrage des travaux (y compris congés payés et hors intempéries et hors période de préparation).

- Lot 2 :

Le délai d'exécution des travaux est de 75 jours calendaires à compter de la date inscrite à l'ordre de service de démarrage des travaux (y compris congés payés et hors intempéries et hors période de préparation).

- Lot 3 :

Le délai d'exécution des travaux est de 12 semaines à compter de la date inscrite à l'ordre de service de démarrage des travaux (y compris congés payés et hors intempéries et hors période de préparation).

S'agissant des délais d'exécution pour le lot 3 « Remplacement du contrôle d'accès et de l'intrusion », l'offre du titulaire fixe les délais d'exécution des prestations en matière de maintenance préventive et corrective du contrôle d'accès et de l'alarme anti-intrusion au cours de la période de garantie de parfait achèvement. Etant rappelé que les délais proposés par le titulaire en matière de maintenance curative respectent les délais d'intervention maximums fixés à l'article 9.6 du présent CCAP.

- Lot 4 :

Le délai d'exécution des travaux est de 2 semaines maximum à compter de la date inscrite à l'ordre de service de démarrage des travaux (y compris congés payés et hors intempéries et hors période de préparation).

Ce délai pour le lot 4 constitue un maximum impératif. En effet, un sous critère de la valeur technique prévoit la possibilité pour les opérateurs économiques de proposer une optimisation de ce délai. Le cas échéant, une mise au point sera réalisée avec le titulaire pour formaliser son engagement sur le délai d'exécution optimisé. Le délai optimisé a, dès lors, valeur contractuelle.

Pour l'ensemble des lots, l'exécution des prestations commencera à la date fixée par l'ordre de service.

Les délais de réalisation des travaux impartis à chaque lot englobent les travaux nécessaires au respect des règles en vigueur en matière d'Hygiène et de Sécurité, le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et lieux en fin de construction. Ils englobent également toutes les périodes de congés payés, mais pas les intempéries.

4.4 – Calendrier détaillé d'exécution

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre du calendrier détaillé fixé par ce dernier dans son offre, dans le respect des délais maximums fixés ci-dessus. Pour les lots 1 et 2, le calendrier doit respecter les contraintes figurant au calendrier prévisionnel.

4.5 - Prolongation du délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jour égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels, relevé à la station météorologique de référence, pourra permettre la justification

officielle par un organisme agréé du nombre de jours d'intempéries, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Lille

Gel

Intensité limite : - 5° à 8 heures du matin

Durée : 8 jours consécutifs pour les travaux de bétonnage, parties en élévation.

Vent :

Intensité limite : 60 km/h

Durée : Pendant plus de 8 heures pour les travaux de manutention (coffrages, mats d'éclairage, ...)

Intensité limite : 0° à 12 heures

Pluie :

Pluie continue : intensité limite, 10 mm/jour

Le titulaire fournit les relevés météorologiques relatifs aux périodes d'interruption d'activité.

La prolongation du délai ainsi accordée est notifiée par ordre de service qui en précise la durée.

Le titulaire ne peut pas prétendre à une rémunération complémentaire au titre de cette prolongation

De même, le délai d'exécution des travaux pourra être prolongé du nombre de jours d'arrêts de travaux prescrits par le CSPS du fait d'une condition météorologique particulière ne permettant pas l'exécution des travaux dans le respect des règles de sécurité.

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux, une prolongation du délai de réalisation des travaux peut être accordée par le représentant du pouvoir adjudicateur lorsque l'exécution des travaux ne peut être effectuée dans le délai contractuel pour une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation du délai de réalisation, le titulaire doit signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, par courriel ou par lettre recommandée avec avis de réception, les causes échappant à sa responsabilité qui font obstacle à l'exécution des travaux dans le délai imparti. Il formule en même temps une demande motivée de prolongation du délai de réalisation des travaux et indique au représentant du pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée, si elle est connue.

Le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de cette demande pour notifier sa décision au titulaire par courrier ou courriel.

En l'absence de réponse du représentant du pouvoir adjudicateur dans ce délai, la demande du titulaire est réputée acceptée pour la durée demandée.

4.6 - Pénalités pour retard

Par dérogation aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-Travaux, les pénalités des articles 4.3.1 à 4.3.17 du présent CCAP s'appliqueront dès le 1er euro sans nécessité d'atteinte d'un montant préalablement et sans montant plafond butoir. Il sera fait application d'une mise en demeure préalable conformément à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux. Les pénalités visées ci-dessous peuvent se cumuler, en fonction de leur fait générateur. Elles ne sont pas elles-mêmes assujetties à la TVA.

4.6.1- Retard dans l'achèvement des travaux

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, Il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par jour calendaire de retard en cas de dépassement du délai d'exécution des travaux par rapport au calendrier d'exécution du chantier, constaté par le Maître d'œuvre.

4.6.2- Absences aux rendez-vous de chantier

Les pénalités seront appliquées au titulaire qui n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous de chantier hebdomadaires prévus au 8.7. du présent CCAP.

Ces pénalités sont fixées à 100 € H.T par absence.

Le Maître d'Oeuvre se réserve le droit de convoquer aux réunions de chantier les opérateurs économiques sous-traitants ou cotraitants en présence du titulaire.

4.6.3. Pénalités diverses

a) Absence de remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Des pénalités sont appliquées au titulaire, si celui-ci ou l'un de ses sous-traitants ne remet pas son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) dans le délai fixé au 1.11. ci- avant. Cette pénalité est fixée à 100 € H.T par jour calendaire de retard.

b) Absence de présentation de documents ou renseignements

En cas de non-présentation de documents ou renseignements demandés par le Maître d'Oeuvre dans le délai raisonnable fixé par celui-ci, il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par jour calendaire de retard.

c) Intervention du contrôleur technique suite à une prescription du rapport final

Sans objet. 100 euros

d) Absence de présentation des échantillons

En cas de non-présentation des échantillons dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la demande du Maître d'Oeuvre (demande faite par courrier en recommandé avec AR ou par courriel ou mentionnée dans le compte-rendu de réunion), il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par jour calendaire de retard.

e) Délais et pénalités pour remise des documents fournis après exécution

Les documents fournis après exécution seront remis au plus tard au jour où le titulaire demande la réception des travaux.

Passé ce délai, il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par jour calendaire de retard.

En cas de refus d'un document constituant le dossier des ouvrages exécutés (DOE), l'entreprise disposera d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande du maître d'oeuvre pour procéder aux modifications.

Passé ce délai, il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par jour calendaire de retard.

f) Signalisation et arrêtés de circulation

Sans objet.

g) Pénalités liées au non-respect des obligations en matière de représentant du titulaire

En cas de non-respect des obligations relatives à l'interlocuteur du représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire concerné encourt, après mise en demeure, une pénalité égale à 200 € par fait constaté.

4.6.4 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés sur le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais et risques du titulaire sans préjudice d'une pénalité fixée à 100 € H.T par jour calendaire de retard.

4.6.5 – Dégâts par négligence dans le respect des consignes de sécurité

Dégâts par négligence dans le respect des consignes de sécurité pendant et en dehors des heures ouvrées : une pénalité fixée à trois cents (300) € H.T, par dégât constaté, sera appliquée au titulaire, celui-ci étant responsable des dégâts qui pourraient être causés par négligence.

4.6.6 - Travaux bruyants en dehors des heures tolérées

Travaux bruyants en dehors des heures tolérées (cette pénalité ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : en cas d'utilisation par le titulaire de matériel non conforme aux exigences acoustiques, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction constatée.

4.6.7 - Matériel non conforme aux exigences acoustiques

En cas d'utilisation par le titulaire de matériel non conforme aux exigences acoustiques il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par infraction constatée.

4.6.8 - Trouble à la circulation autour du chantier, arrêt ou stationnement interdits

Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par trouble constaté.

4.6.9 - Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou de protection efficace

Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace avec éclairages diurne et nocturne (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente) : il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction constatée.

4.6.10 - Manquement aux règles de nettoyage des camions partant du chantier

Manquement, par un opérateur économique intervenant sur le chantier, aux règles de nettoyage des camions en partance du chantier : il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par camion constaté comme mal nettoyé au titulaire concerné.

4.6.11 - Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites

En cas de constat de dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par jour calendaire.

4.6.12 - Présence de déchets dans une benne non appropriée

En cas de dépôt de déchets dans une benne non appropriée, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction.

4.6.13 - Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets

En cas de dépôt sauvage ou d'enfouissement de déchets, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction.

4.6.14 - Non-respect des plans de circulation du chantier

En cas de non-respect des plans de circulation par un opérateur économique, il sera appliqué une pénalité de 100 € H.T par infraction constatée au titulaire concerné.

4.6.15 – Absence d'un document obligatoire sur le chantier

En cas d'absence d'un document obligatoire sur le chantier (AIPR, CACES, DICT, etc....) ou toute autre infraction aux prescriptions du CCTP, il sera appliqué une pénalité de mille (1 000) € H.T par infraction constatée.

4.6.16 - Absence de respect des exigences législatives et réglementaires environnementales

En cas de non-respect des exigences législatives et réglementaires en matière environnementale, il sera appliqué une pénalité de 300 € H.T par infraction.

4.6.17-Retard dans l'exécution des prestations de maintenance préventive et corrective

Pour le lot 3-« Remplacement du contrôle d'accès et de l'intrusion », en cas de retard dans l'exécution des prestations de maintenance préventive et corrective par rapport aux délais fixés par le titulaire dans le cadre de son offre, il sera appliqué une pénalité de 50 € H.T par jour calendaire de retard.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 - Retenue de garantie – Cautionnement

Sur chaque lot, Il sera procédé, sur chaque versement autre qu'une avance, à une retenue de garantie de 5% du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée, au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues par la réglementation.

En cas de groupement solidaire, la garantie ou la caution est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie ou une caution correspondant aux prestations qui lui sont confiées. En revanche, si le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie ou la caution peut être formée pour la totalité du marché par ce dernier.

Dans le cas où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte sera prélevée. Les montants ainsi prélevés seront alors reversés au titulaire après constitution de la garantie.

Elle sera restituée (ou la caution libérée) à l'expiration du délai de garantie dont la durée est fixée à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

5.2 - Avances

Il est fait application de l'option B de l'article 10 du CCAG-Travaux et plus particulièrement de l'article B.10.1 du CCAG-Travaux.

Si le Titulaire ne la refuse pas dans l'acte d'engagement, une avance lui sera versée dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la Commande Publique. Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Pour les petites et moyennes entreprises mentionnées à l'article R2151-13 du Code de la Commande Publique :

Le montant de cette avance est fixé à 15 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, sous réserve des dispositions des articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la Commande Publique.

Pour les autres entreprises :

Le montant de cette avance est fixé à 15 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, sous réserve des dispositions des articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la Commande Publique.

Pour toutes les entreprises :

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai de 30 jours compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant initial TTC du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué sur les sommes dues au titulaire dès la 1^{ère} demande de paiement.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R 2193-17 à R 2193-21 du Code de la Commande Publique. Le sous-traitant joint à sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur une déclaration du titulaire indiquant le montant des prestations qu'il doit exécuter au cours des 12 mois suivant la date de commencement des prestations.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 - Provenance des matériaux et produits

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché en vigueur à la date d'établissement des prix correspondant au mois de remise de l'offre par le titulaire.

6.2 - Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6.3.1 - Compléments et dérogations à apporter par le CCTP

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G-Travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Les vérifications de qualité seront assurées par le laboratoire proposé par le titulaire et agréé par le maître d'œuvre.

Toutes spécifications techniques ne respectant pas les clauses du CCTG Travaux devront être soumises par le titulaire à l'accord préalable du Maître d'Oeuvre selon la procédure définie à l'article 2.2 du présent CCAP.

6.3.2 - Vérification des matériaux, produits et composant de construction

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérification ou de surveillance de fabrication dans les usines, magasins et carrières des titulaires, des sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications de qualité seront assurées par le laboratoire proposé par le titulaire et agréé par le maître d'œuvre.

6.3.3 - Vérification complémentaire effectuée par le maître d'oeuvre

Le Maître d'Oeuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en plus de ceux définis par le marché et de ceux visés à l'article 24.6 du CCAG-Travaux. Ils sont rémunérés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

6.4 - Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le pouvoir adjudicateur

Sans objet.

6.5 - Utilisation des études

Il est fait application des articles 45 à 48 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX SOUTERRAINS, ENTRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS

7.1. Piquetage général

Sans objet.

7.2. Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Sans objet.

ARTICLE 8. PREPARATION COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Au cours de cette période il est procédé aux opérations décrites au CCTP et conformément à la réglementation en vigueur, à la diligence respective des parties contractantes.

Tous les documents établis par les titulaires devront recevoir le visa du Maître d'Oeuvre. Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-Travaux, ils seront transmis au Maître d'Oeuvre en trois (3) exemplaires dans un délai de quinze (15) jours suivant la date de commencement de la période de préparation.

Le Maître d'Oeuvre disposera d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception pour les viser ou faire part de ses réserves par ordre de service.

En cas de réserves, les titulaires reprendront à leurs frais, les études complémentaires nécessaires à la levée des réserves et soumettront à nouveau les documents au visa du Maître d'Oeuvre suivant la même procédure sans pour autant prétendre à une augmentation du délai d'exécution.

L'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux n'interviendra que lorsque tous les documents à obtenir pendant la période de préparation auront reçu l'approbation ou le visa du Maître d'Oeuvre.

8.2 - Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées sont établis par chaque titulaire. Pour cela, le titulaire doit disposer des matériels et les outils, notamment logiciels, permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire avec les logiciels dont dispose le pouvoir adjudicateur de façon à être conformes aux prescriptions fixant les normes d'échange de données informatiques pour le transfert des plans.

Tous les plans d'exécution et notes de calcul devront être visés par le Maître d'Oeuvre avant exécution des travaux.

Le Maître d'Oeuvre retournera les documents, soit revêtus de son visa, soit accompagnés de ses observations dans un délai de quinze (15) jours calendaires. Les rectificatifs qui seraient demandés au titulaire devront être faits dans un délai qui lui est imparti.

8.3 - Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu, ainsi que ses sous-traitants, au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

8.3.1. La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux. Les titulaires s'engagent à être en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires relatives à la lutte contre le travail clandestin.

Le titulaire fournira tous les six mois la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (articles D8254-2 et D8254-4 à D8254-5 du code du travail).

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par le cotraitant doit être assuré à la diligence du mandataire.

8.3.2. Salariés détachés temporairement par une entreprise non établie en France

Conformément à l'article L1262-4-1 du code du travail, toute entreprise non établie en France qui détache, pour l'exécution des prestations du présent marché, des salariés, devra remettre au maître d'ouvrage, préalablement au détachement, la copie de la déclaration mentionnée à l'article L.1262-2-1 du code du travail. Cette disposition est applicable au titulaire du marché, à chacun de ses sous-traitants directs ou indirects agréés, mais également à chacune des entreprises exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou un de ses sous-traitants a contracté. Le respect de ces obligations doit être assuré à la diligence du titulaire.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par le cotraitant doit être assuré à la diligence du mandataire.

8.3.3 – Travailleurs handicapés

Le titulaire est tenu au respect des obligations mentionnées à l'article L.5212 du code du travail et de manière générale aux obligations posées par la réglementation du travail, en cas d'emploi de travailleurs handicapés.

8.4 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

8.4.1 – Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et l'hygiène doivent être prises par les titulaires :

a) Locaux pour le personnel :

Un local sera mis à disposition des titulaires de chaque lot au besoin.

b) P.P.S.P.S

Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) remis au Maître d'Oeuvre et au coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé (CSPS) dans les conditions prévues au 8.1 ci-avant, est communiqué, ainsi que ses mises à jour :

- à la CARSAT
- à l'inspection du travail
- à l'Organisation Professionnel du Bâtiment et des Travaux Publics (O.P.B.T.P.)

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le CSPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier, sans que le titulaire puisse demander une indemnité ou une prolongation de délai.

8.4.2 – Sauf indications contraires données par ordre de service du Maître d'Oeuvre, il est interdit de déposer sur le terrain des débris ou résidus provenant des travaux. Ces détritres doivent être conduits à la décharge.

8.4.3 – Protection contre les nuisances

Dans le cas où les travaux nécessitent l'emploi de moteurs ou d'appareils mécaniques, le titulaire devra prendre à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement de ces moteurs ou appareils sera réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux usagers et aux riverains.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-bétons et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, devront être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels du 11 avril 1972 (modifié le 5 mai 1975), du 4 novembre 1975, du 26 novembre 1975, du 10 décembre 1975 (l'ensemble de ces arrêtés ayant été modifié le 19 décembre 1977) concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le Maître d'Oeuvre pourra prescrire au titulaire, soit le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se sera révélé trop bruyant, soit un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils aux frais du titulaire.

8.4.4 – Obligations du titulaire

a) Bureaux de chantier pour le Maître d'ouvrage (ou ses représentants), le Maître d'œuvre, les entreprises et pour le coordonnateur sécurité santé :

Aucun bureau de chantier n'est à prévoir. Les réunions seront réalisées sur site.

b) Nettoyage des voiries :

Le nettoyage des voiries autour du Palais de la Bourse et du perron du site est à prévoir par les entreprises titulaires.

8.4.5 : Sécurité et Protection de la santé des travailleurs sur le chantier (S.P.S.) :

a) - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur S.P.S.

b) - Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le représentant du pouvoir adjudicateur sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les opérateurs économiques, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que les procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le coordonnateur S.P.S. doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur S.P.S., sont également consignées dans le Registre Journal.

c) - Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1. Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur S.P.S. ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coordination entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs opérateurs économiques, et lui indique leur objet
- de son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée d'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au représentant du pouvoir adjudicateur.

A la demande du coordonnateur S.P.S., le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

d) Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Le Plan Général de Coordination en Matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) sera transmis au titulaire du marché au plus tard au démarrage de la période de préparation.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

e) Obligation du titulaire vis-à-vis des sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

8.5 - Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public

Le titulaire sera tenu responsable de la signalisation temporaire de chantier, du nettoyage quotidien des chaussées et des emprises qui lui sont allouées, de la réparation immédiate des dégâts occasionnés en voiries.

Par dérogation à l'article 34 du CCAG-Travaux, le titulaire du marché supportera seul les frais de remise en état des dégradations causées aux voies publiques.

8.6 - Tenue à jour des plans d'exécution et documents de chantier (compris registre de formation, registre de sécurité, registre des observations)

Les titulaires tiendront en permanence sur le chantier dans un casier fermant à clé, tous les documents à jour, ainsi que la liste de ces documents avec dates des approbations concernant l'opération (plans, notes, ...). Ces documents seront réservés au représentant du pouvoir adjudicateur.

8.7 - Rendez-vous de chantier

En complément de l'article 3.9 du CCAG Travaux, il est précisé :

Les titulaires sont tenus d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le Maître d'œuvre, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur-le-champ des ordres nécessaires sur le chantier.

Les rendez-vous de chantier ont lieu aux jours et heures fixés par l'interlocuteur technique du représentant du pouvoir adjudicateur.

La présence des entrepreneurs étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, leur absence ou leur remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne leur responsabilité sans que mention du fait soit portée sur le cahier de chantier visé ci-après.

8.8 - Cahier de chantier

Il sera tenu obligatoirement sur le chantier un cahier de chantier sur lequel le Maître d'Oeuvre inscrit toutes observations nécessaires à la bonne réalisation des travaux.

Les entrepreneurs seront tenus, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des observations portées sur le dit cahier et de le viser avant la fin du rendez-vous de chantier. Dans le cas où l'entreprise contesterait certaines décisions, elle devra, sous peine de forclusion, présenter ses observations dans un délai maximum de 10 jours par lettre recommandée adressée au Maître d'œuvre.

Les observations portées sur le cahier de chantier par le Maître d'œuvre valent ordre pour l'entrepreneur intéressé. Toute suite devra y être donnée à la diligence du chef de chantier, à l'exclusion des ordres engageant des dépenses supplémentaires (sauf périls) qui devront obligatoirement faire l'objet d'un devis soumis à l'accord du Maître d'œuvre et du représentant du pouvoir adjudicateur pour établissement de l'ordre de service correspondant.

Le procès-verbal des rendez-vous de chantier sera rédigé par le Maître d'œuvre et diffusé à toutes les parties concernées.

8.9 – Exécution complémentaire

Marché de prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer des marchés complémentaires qui seront exécutés par le titulaire initial et qui auront pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées par le présent marché. Ces marchés complémentaires pourront être conclus dans un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent marché.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages, prévus par les fascicules intéressés du CCTG Travaux et le CCTP, seront assurés par les entreprises concernées sous le contrôle du Maître d'œuvre et du Bureau de Contrôle Technique à qui elles devront apporter la preuve de la réalisation de ces essais ainsi que les résultats obtenus. Ces essais sont à la charge de l'entreprise.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG Travaux, relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en oeuvre, sont applicables à ces essais.

Le Maître d'Ouvre se réserve le droit de faire effectuer des essais en sus de ceux définis par le marché.

Si les essais donnent des résultats satisfaisants, ils seront rémunérés par le Maître d'Ouvrage ; si les résultats sont insuffisants, ils seront à la charge de l'entrepreneur concerné par ces essais.

9.2 - Réception

La réception ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière. Les articles 41 et 43 du C.C.A.G-travaux sont donc applicables.

S'il apparaît que certaines prestations prévues au marché et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le Maître d'Ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que les entrepreneurs s'engagent à exécuter ces prestations dans un délai qui n'excède pas trois mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Le fait que le Maître de l'ouvrage soit éventuellement dans l'obligation de prendre possession des locaux inachevés dans les délais prévus, du fait du retard imputable à l'entrepreneur, ne peut être considéré comme réception d'office. Aucune action ne pourra être entreprise par l'entrepreneur envers le Maître de l'ouvrage, à ce titre.

La prise de possession éventuelle sera précédée d'une visite des lieux en présence de l'entrepreneur. Un procès-verbal des lieux sera dressé.

L'entrepreneur ou le mandataire du groupement sera convoqué huit jours à l'avance par lettre recommandée ou par courriel par le Maître d'œuvre.

9.3 - Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG-Travaux, les plans et autres documents à remettre par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les délais prévus à l'article 4.3.3 ci-dessus, seront présentés comme suit :

- 1 exemplaire sur support informatique
- 1 exemplaire papier

En complément de l'article 40.1 du CCAG Travaux, il est stipulé que les documents fournis après exécution doivent comporter, dans le cas d'emploi de matériel étranger, une traduction française et la liste des dépositaires et concessionnaires en France.

9.4 - Dommages aux tiers

La réception des travaux ne fait pas obstacle à ce que le titulaire puisse être appelé en garantie par le maître de l'ouvrage ou voir sa responsabilité engagée pour des dommages causés aux tiers à l'occasion des travaux réalisés lors de l'exécution du marché.

9.5 – Garantie de Parfait achèvement

9.5.1 – Délai de garantie

Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 9.5.2, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

Conformément à l'article 42.3 du CCAG-travaux, le délai court à compter de la date d'effet de chaque réception partielle.

Pendant le délai de garantie, outre les obligations qui peuvent résulter pour lui de l'application de l'article 41.4 du CCAG-Travaux, le titulaire est tenu à une obligation dite obligation de parfait achèvement, au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuels de finition ou de reprise prévus aux articles 41. 5 et 41. 6 du CCAG-Travaux ;
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage ou le maître d'oeuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs, dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément aux stipulations prévues par les documents particuliers du marché ;
- d) Remettre au Maître d'Oeuvre les plans des ouvrages conformes à l'exécution dans les conditions précisées à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le maître d'oeuvre ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b et c ci-dessus ne sont à la charge de l'entrepreneur que si la cause de ces déficiences lui est imputable. L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles, à l'exception des garanties particulières éventuellement prévues au présent CCAP.

Les sûretés éventuellement constituées sont libérées dans les conditions réglementaires. Si le représentant du pouvoir adjudicateur fait obstacle à la libération des sûretés, il en informe, en même temps, le titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

9.5.2. Prolongation du délai de garantie :

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés à l'article 9.5.1 ci-dessus ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39 du CCAG-Travaux, le délai de garantie sera automatiquement prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 41. 6. du CCAG-Travaux.

9.5.3. Constat des travaux exécutés en application de la garantie de parfait achèvement des travaux.

La constatation de l'exécution des prestations à l'article 9.5.1 ci-dessus doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception prévu à l'article 41. 2. du CCAG-Travaux.

9.6 - Garanties particulières-maintenance

En application des principes dont s'inspirent l'article 1792-3 du code civil, les éléments d'équipement qui ne font pas indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert, au sens de l'article 1792-2 dudit code, font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement de deux ans à compter de la date d'effet de la réception de l'ouvrage.

Pour le lot 3-« Remplacement du contrôle d'accès et de l'intrusion » le titulaire est tenu d'assurer la maintenance préventive et corrective du contrôle d'accès et de l'alarme anti-intrusion pendant la période de garantie de parfait achèvement conformément aux exigences du cahier des clauses techniques particulières.

Par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG-FCS en l'espèce applicable, les seuils maximaux d'intervention dans le cadre de la maintenance curative sont définis comme suit :

- Urgence (ce qui met en cause la sécurité du site, soit les incidents bloquants ou majeurs) : 4h écoulées maximum
- Hors urgence (ce qui ne met pas en cause la sécurité du site, soit les incidents mineurs) : 24h

Ces délais constituent des maximums impératifs, ayant fait l'objet d'un sous-sous-critère de la valeur technique pour le présent lot. En effet, le titulaire s'est engagé dans son offre sur des délais optimisés qui ont, dès lors, valeur contractuelle.

Etant précisé que les délais courent à compter de l'envoi de la demande d'intervention, par dérogation à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, pouvant se prouver par tout moyen.

En outre, il est précisé que le contrat de maintenance préventive et corrective du contrôle d'accès et de l'alarme anti-intrusion pourra être reconduit pour une année supplémentaire (en cas de prolongation de la période de la garantie de parfait achèvement), pour le même montant.

9.7 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution, l'ensemble des entrepreneurs contractuellement liés (mandataire, co-traitants, sous- traitants) doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- D'une police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil pour chaque intervenant dans l'acte de construire.

- D'une police d'assurance individuelle de "Responsabilité Civile de Chef d'Entreprise" couvrant les risques qu'ils encourent du fait de leur activité dans le chantier, au titre des articles 1240 et suivants du Code Civil, et notamment des conséquences. La garantie doit être illimitée pour les dommages corporels.

9.8 - Dispositif de vigilance (article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la CCI de région Hauts-de-France à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

En cas de groupement momentané d'entreprises, ces dispositions s'appliquent à l'ensemble du groupement.

ARTICLE 10. DISPOSITIONS DIVERSES

La loi française est seule applicable au présent marché.

L'usage de la langue française est obligatoire dans les réunions, les rapports, les correspondances, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

Si un différend survenait à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforcent de le régler à l'amiable.

En cas d'échec de cette procédure et de désaccord persistant, le Tribunal administratif compétent sera celui de Lille.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 11. RESILIATION

11.1 – Dispositions générales

Application du chapitre 7 du C.C.A.G. Travaux.

En application du chapitre 7 du CCAG-Travaux, l'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du code de la Commande Publique, ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du Travail, sera sanctionnée par la résiliation du marché, sans indemnités, aux torts du titulaire, après mise en demeure de produire lesdits documents, avec possibilité d'une exécution à ses frais et risques, conformément à l'article 52 du CCAG-Travaux.

11.2 - Redressement judiciaire et liquidation judiciaire

En complément de l'article 50.1.2 du CCAG-Travaux, en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant le redressement ou la liquidation est notifié immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur.

Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur la bonne exécution du marché.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Dérogations apportées au CCAG-Travaux :

- . l'article 1.6 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG-Travaux
- . l'article 2.1 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux
- . l'article 2.2 du présent CCAP déroge à l'article 14.5 du CCAG-Travaux
- . l'article 3.2.4 du présent CCAP déroge à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux
- . l'article 4 du présent CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux
- . l'article 4.2 du présent CCAP déroge aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG-Travaux
- . l'article 4.5 du présent CCAP déroge à l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux
- . l'article 4.6 du présent CCAP déroge aux articles 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-Travaux
- . l'article 4.6.1 du présent CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux
- . l'article 8.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG-Travaux
- . l'article 8.5 du présent CCAP déroge à l'article 34 du CCAG-Travaux
- . l'article 9.3 du présent CCAP déroge à l'article 40.1 du CCAG-Travaux

Dérogations apportées au CCAG-FCS :

- . l'article 4.6 du présent CCAP déroge aux articles 3.1.1 et 14.2.5 du CCAG-FCS